

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2024-05-071

16 mai 2024

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2023-858 du 6 septembre 2023 relatif à la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 16 mai 2024,

Exposé des motifs

En février 2024, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 19 avril 2024 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la promotion immobilière a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2022, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la promotion immobilière, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par décret, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la branche de la promotion immobilière dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



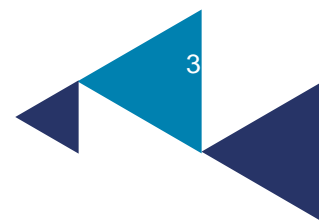
Fait à Courbevoie

Le 16 mai 2024

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de la promotion immobilière

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la branche de la promotion immobilière pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés (à titre indicatif) : 1512

| Nom de la commission paritaire | Code de la formation | Libellé de la formation | Niveau de prise en charge défini par la branche | Niveau de prise en charge de référence recommandé | Niveau de prise en charge minimum toléré* | Niveau de prise en charge maximum toléré* | Conformité au regard du niveau recommandé |
|--|----------------------|--|---|---|---|---|---|
| CPNEFP de la branche de la promotion immobilière | RNCP37605 | Directeur de projets (MS) | 12600 | 10693 | 4000 | 12000 | NON CONFORME |
| CPNEFP de la branche de la promotion immobilière | RNCP37733 | Manager de l'environnement et de l'éco-efficacité énergétique (MS) | 12600 | 12000 | 4000 | 12000 | NON CONFORME |
| CPNEFP de la branche de la promotion immobilière | RNCP37986 | Expert de la transition énergétique | 12600 | 10076 | 4000 | 12000 | NON CONFORME |
| CPNEFP de la branche de la promotion immobilière | RNCP37993 | Expert en digitalisation et exploitation du bâtiment | 12600 | 11494 | 4000 | 12000 | NON CONFORME |
| CPNEFP de la branche de la promotion immobilière | RNCP38054 | Ingénieur diplômé du CESI, spécialité bâtiment et travaux publics | 12600 | 10246 | 4000 | 12000 | NON CONFORME |
| CPNEFP de la branche de la promotion immobilière | RNCP38061 | Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Strasbourg, spécialité génie énergétique | 12600 | 12000 | 4000 | 12000 | NON CONFORME |

| Nom de la commission paritaire | Code de la formation | Libellé de la formation | Niveau de prise en charge défini par la branche | Niveau de prise en charge de référence recommandé | Niveau de prise en charge minimum toléré* | Niveau de prise en charge maximum toléré* | Conformité au regard du niveau recommandé |
|--|----------------------|--|---|---|---|---|---|
| CPNEFP de la branche de la promotion immobilière | RNCP38086 | Ingénieur diplômé de l'école nationale d'ingénieurs de Saint-Étienne de l'école centrale de Lyon, spécialité génie civil | 12600 | 10076 | 4000 | 12000 | NON CONFORME |
| CPNEFP de la branche de la promotion immobilière | RNCP38104 | Manager des transitions urbaines | 12600 | 10205 | 4000 | 12000 | NON CONFORME |

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés